

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 10 NOVEMBRE 2016

SPECIAL ELECTIONS USA



Gérard Diez La Presse en Revue

D) Le détail du vote d'un électorat blanc et populaire



Un stand Trump, avec une effigie du candidat, cet été, dans une foire de l'Oregon. « Pourquoi votez-vous pour Trump ? » « Parce qu'il n'est pas Hillary Clinton. »   Thomas Haley

Mobilisant largement dans des États désindustrialisés et abîmés par les crises successives, Donald Trump est aussi assuré à partir de janvier 2017 d'une majorité à la Chambre.

New York, de notre correspondante.— À l'issue d'une course extrêmement serrée jusque tard dans la nuit, Donald Trump est devenu le 45^e président des États-Unis. Ce qui se passe est sans précédent. Le candidat de la droite désormais en route vers la Maison Blanche est un homme n'ayant jamais été élu ni occupé une quelconque fonction politique. Un homme qui a fait carrière dans l'immobilier, les casinos, le show-business, doit avant tout sa notoriété à ses émissions de télé-réalité, et n'est inscrit au parti républicain que depuis 2012. En un an et demi de campagne, il a réussi à triompher sur les ruines de ce même parti en imposant son style – consistant à rejeter en bloc le « politiquement correct » au point de faire des commentaires ouvertement racistes, sexistes, vulgaires – et ses idées, parfois très éloignées de la doxa conservatrice.

Lutter contre l'immigration illégale en construisant un mur le long de la frontière avec le Mexique ; contre le risque terroriste, refuser temporairement aux musulmans le droit d'entrer aux États-Unis ; défendre un certain protectionnisme économique à travers la lutte contre la délocalisation et la renégociation de grands traités de libre-échange ; promettre le retour de « la loi et l'ordre » dans les centres-ville abîmés du pays ; osciller entre isolationnisme et posture guerrière en matière de politique étrangère... (nous analysons certaines de ses propositions et de ses éléments de langage ici). Le tout résumé par son slogan, « Make America great again », que l'on peut traduire par « Rendons sa grandeur à l'Amérique ».

Comme l'analysait très sombrement Andrew Sullivan, essayiste conservateur s'exprimant dans les pages du New York Magazine la semaine passée, « les événements ayant marqué l'année qui vient de s'écouler sont venus ébranler ma conviction qu'une forme de fascisme ne pouvait pas arriver au pouvoir aux États-Unis. Un ouragan politique est arrivé, à une époque où la globalisation a sapé le pouvoir économique des classes ouvrières blanches, où la gauche a exagéré sa mainmise sur les problèmes sociaux et raciaux, après qu'une guerre catastrophique et une crise

financière ont enlevé toute crédibilité à l'élite. Comme toujours au cours de l'Histoire, il faut ensuite l'étincelle, l'acteur unique doté d'un talent démagogique pour tirer un pays avancé vers la violence (...) ».

Après des mois d'une campagne extrêmement tendue, parfois irrespirable, divisant le pays et laissant craindre des éruptions de violence au lendemain du scrutin, Donald Trump s'est, lui, voulu rassembleur lorsqu'il a pris la parole face à ses supporteurs, au milieu de la nuit, depuis l'hôtel Hilton à New York : « Il est temps de se rassembler », a-t-il déclaré. Je promets à chaque citoyen que je veux être le président de tous les Américains, et c'est si important pour moi. Pour ceux qui ont choisi de ne pas me soutenir, je viens vers vous pour que nous puissions unifier notre grand pays. (...) Il y a eu un grand mouvement incroyable (...). Des Américains de toutes les races, les religions. Nous allons commencer à reconstruire notre nation et à relancer le rêve américain. »

Le message de Donald Trump tout au long de cette campagne aura avant tout résonné auprès de l'électorat blanc de classe populaire, tant en milieu rural que dans des régions désindustrialisées progressivement délaissées par les démocrates au cours des dernières décennies. S'ils avaient tendance à s'abstenir lors des derniers scrutins présidentiels, cette « majorité silencieuse » (comme des électeurs de Trump l'ont souvent surnommée) a trouvé en Donald Trump un porte-voix selon eux digne de confiance, un homme qui a l'air de se préoccuper sincèrement de leur futur. Le taux de participation de ces électeurs a explosé lors de cette élection.

À travers le pays, le candidat républicain aurait selon les premières estimations obtenu 60 % du vote des hommes blancs, 52 % des femmes blanches. Il s'agit plus précisément du vote de l'électorat blanc de classe ouvrière, les cols-bleus. Cette victoire, il la doit ainsi avant tout aux États de la « rust belt », région industrielle en déclin au cœur du pays : Ohio, Pennsylvanie, Wisconsin, Michigan. Et dans la poignée d'États clés habituels où se jouaient l'élection, si l'on s'en tient aux premières analyses dont on dispose, Donald Trump a en outre mobilisé bien plus largement que Mitt Romney en 2012. Des tendances qu'aucun sondeur ou analyste n'avait vues venir, du moins pas dans de telles proportions.

Le succès de Donald Trump s'explique encore par la défiance, voire la haine qu'a pu inspirer Hillary

Clinton. Des électeurs républicains se disant dépités par l'état de leur parti, peu séduits par Trump, ont ainsi avant tout voté contre Hillary Clinton. « J'aurais pu voter démocrate si ça avait été quelqu'un d'autre qu'Hillary Clinton », nous disait Lauren Wilber, septuagénaire vivant au Texas, républicain depuis toujours. Près de 90 % des électeurs inscrits au parti républicain auraient ainsi voté pour le candidat ce 8 novembre. Un résultat défiant les pronostics, qui tablaient sur un éparpillement du vote de droite en raison de l'impopularité de Donald Trump.

Le républicain et la démocrate étaient en effet les deux candidats les plus impopulaires dans l'histoire moderne du sondage, avec à peine 40 % de l'électorat se disant satisfaits du choix offert par les deux grands partis. Avec le handicap supplémentaire pour Hillary Clinton de ne pas incarner la nouveauté. « Drain the swamp », « Nettoyez le marécage », chantaient ainsi les supporters de Donald Trump réunis à l'hôtel Hilton à New York, mardi soir, faisant allusion à la scène politique de Washington qu'il faudrait donc « nettoyer » et remplacer.

Hillary Clinton semble ainsi ne pas avoir réussi à se débarrasser de son image de femme politique appartenant à l'« establishment », une élite déconnectée du peuple, malhonnête et empêtrée dans le scandale de ses mails. La mobilisation du camp démocrate tout entier derrière elle n'y aura rien changé, ni les efforts de Barack Obama (un président toujours populaire dans les sondages), ni ceux des deux figures de la gauche, Bernie Sanders et Elizabeth Warren, redoublant d'efforts dans les swing States. La défaite d'Hillary Clinton sonne donc comme celle du parti démocrate dans son ensemble.

Il faut regarder de plus près les résultats des États clés dans lesquels s'est jouée l'élection pour mieux comprendre la dynamique électorale de cette présidentielle : la force du message de Trump auprès de l'électorat de classes populaires, les faiblesses de la candidature d'Hillary ne réussissant pas à mobiliser la « grande coalition » qui avait fait le succès de Barack Obama.

Si l'électorat « non blanc » votait à 61 % pour Obama en 2012, à ce stade Hillary Clinton aurait remporté 54 % de ce vote. Selon les premières estimations, les jeunes et les minorités l'auraient moins soutenue que Barack Obama en 2008 et 2012. Quant aux électeurs d'origine hispanique, sur lesquels misaient les démocrates, ils ne seraient pas beaucoup plus mobilisés qu'en 2012, quand 48 % des Latinos en âge de voter se

rendaient aux urnes.

En Floride, un swing State que les démocrates comptaient remporter notamment grâce au vote latino, la participation de ce groupe fut importante mais insuffisante. Trump a remporté l'État avec 49,1 % des voix, contre 47,7 % pour Clinton, rappelant ainsi, comme le souligne le quotidien Miami Herald, que « la Floride compte plus d'électeurs blancs qu'issus des minorités ». Le républicain y a obtenu une majorité des suffrages dans les bastions conservateurs de Jacksonville et Fort Meyers, ainsi que dans les zones rurales.

En Caroline du Nord, les démocrates misaient sur le vote des minorités et des jeunes cadres dynamiques peuplant de plus en plus l'axe urbain Raleigh-Charlotte. Là aussi, ce fut insuffisant. Trump y aurait bénéficié d'un très fort taux de participation dans les zones rurales et dans des comtés abîmés par le déclin des industries du textile et du tabac. Il a remporté l'État avec 50,5 % du vote, contre 46,7 pour Hillary Clinton.

L'homme d'affaires s'est encore imposé dans **l'Ohio**, avec 52,1 % du vote (contre 43,4 pour Clinton), notamment en raflant les bastions industriels et miniers. Il y a remporté des comtés que Romney avait largement perdus en 2012. La même logique fut à l'œuvre dans le **Wisconsin** (48,7 % contre 46 pour Clinton), en **Pennsylvanie** (48,9 % contre 47,6 %), et même dans le **Michigan** (48,1 % contre 46,8 %). Dans cet État, annoncé comme une victoire facile pour les démocrates étant donné qu'il a voté démocrate au cours des dernières présidentielles, Hillary Clinton ne creuse finalement l'écart qu'à Detroit, Flint et dans la ville universitaire Ann Arbor. Les banlieues et zones rurales vont à Trump.

Pour mieux comprendre ces tendances, il faudra bien sûr attendre des résultats plus précis, et analyser la part du vote qui est allé aux candidats tiers, l'écologiste Jill Stein et surtout le libertarien Gary Johnson.

Mais il faut dès maintenant dire un mot de l'autre bataille décisive qui se jouait ce 8 novembre : celle du Congrès, composé de la Chambre des représentants et du Sénat, tous deux à majorité républicaine à ce jour. Les démocrates pensaient avoir une chance de reprendre la majorité perdue au Sénat en 2014 (nous résumions cet enjeu ici). Cela aura été un autre échec. La logique voulant que les électeurs votent pour le même parti aux présidentielles et aux législatives, le camp républicain l'emporte également. Il disposera à

partir de janvier 2017 de 51 sièges contre 47 pour les démocrates, en sus de sa majorité à la Chambre (235 élus républicains, 176 démocrates).

Cela signifie que Donald Trump s'envole vers la Maison Blanche avec un Congrès à majorité républicaine qui facilitera la mise en œuvre de son programme. Sa victoire est totale.

mediapart.fr

II) Donald Trump n'a pas d'idées pour le monde

Daniel Vernet Monde



Donald Trump lors de son discours annonçant la victoire, le 9 novembre 2016 | MARK WILSON / AFP

Parmi les propositions du candidat républicain qui concernent l'étranger: la construction d'un mur pour arrêter les immigrants mexicains, «effacer» Daech...

A l'exception de Vladimir Poutine, la plupart des dirigeants dans le monde, et en particulier les alliés des États-Unis, sont pris à contre-pied par la victoire de Donald Trump. Wishfull thinking, confiance dans les sondages ou préférence pour le statu quo? Quelles que soient les raisons, ils misaient sur l'élection d'Hillary Clinton. Ils avaient aussi du mal à imaginer que la première puissance mondiale porterait à sa tête un trublion, non seulement inexpérimenté mais affichant une méconnaissance non feinte des réalités internationales. À tel point que plusieurs dizaines d'anciens experts républicains de la politique étrangère ont signé une pétition mettant en garde contre les conséquences internationales d'une présidence Trump.

En politique étrangère, Donald Trump est une page blanche. Les seules indications sur la stratégie qu'il pourrait poursuivre sont apportées par ses déclarations pendant la campagne électorale. Et elles ne sont pas rassurantes. Le «président élu» est une sorte d'isolationniste. L'Amérique d'abord, voilà sa feuille de route. Au lieu de gaspiller son argent dans des aventures extérieures, elle doit investir chez elle pour le bien-être de ses citoyens. En cela, il ne se distingue pas de Barack Obama. Celui-ci était arrivé au pouvoir en 2008 en affirmant que le «nation building» commençait «à la maison», avant d'être rattrapé par les turbulences du monde.

Effacer Daech, construire un mur

Dans le même temps, Donald Trump a eu quelques saillies guerrières, promettant d'éradiquer par exemple l'État islamique avec des bombes bien placées, y compris l'arme nucléaire. Si toutefois la Russie est mieux placée pour faire le travail, il est prêt à lui laisser la place en Irak comme en Syrie.

Les plus inquiets doivent être cependant les voisins et les alliés des États-Unis. Avec le Mexique, il a promis de construire «dès le premier jour» de sa présidence un mur qui sera payé par les Mexicains. En Europe, il ne voit pas l'utilité de l'OTAN, la plus vieille et longue alliance dans laquelle l'Amérique a été impliquée dans son histoire. En tous cas, les Américains ne continueront pas à payer pour la défense de leurs amis. Depuis des décennies, les dirigeants américains parlent de «burden sharing», le partage du fardeau, entre Washington et les capitales européennes. Mais les États-Unis ont continué à supporter le plus gros des dépenses de l'OTAN. Pas par simple générosité. Parce que c'est dans leur propre intérêt.

Cependant, Donald Trump est allé plus loin. Il paraît décidé à présenter la facture, en particulier aux États prospères. L'Allemagne par exemple en Europe. Ou le Japon et la Corée du sud, en Asie. Ces deux pays, pense-t-il, ont les moyens de se défendre eux-mêmes contre d'éventuelles menaces extérieures sur lesquelles ses connaissances sont limitées. Et s'ils ont besoin d'une protection nucléaire, qu'ils construisent eux-mêmes leur arme atomique, a-t-il dit sans égard pour la spirale de prolifération qu'une telle mesure pourrait provoquer.

Douter du réchauffement climatique

Il se fait fort de dénoncer l'accord sur le climat signé par les États-Unis, comme près de deux cents États dans le monde, à la suite de la COP21. Il veut en finir avec les accords commerciaux et les obligations de l'Organisation mondiale du commerce. Il se propose d'imposer des droits de douane de 45% sur les importations chinoises aux États-Unis, sans apparemment se soucier des conséquences sur les relations politiques avec Pékin. Il estime que Barack Obama a fait trop de concessions à l'Iran et veut donc renégocier l'accord sur le programme nucléaire iranien de juillet 2015. Et remettre en cause la normalisation des rapports avec Cuba.

Un lieu commun veut que le président des États-Unis, une fois au pouvoir, ne mène pas la politique étrangère pour laquelle il a été élu. Les circonstances sont plus fortes que les théories. En 2000, George W. Bush avait promis une diplomatie «modeste» et il a été un des présidents les plus guerriers des dernières décennies. Avec Trump, il faut être prudent dans les pronostics. Les observateurs américains et étrangers se sont trop souvent trompés à son sujet, c'est un président si atypique que rien n'est exclu. Y compris qu'il essaie au moins de mettre en œuvre ce qu'il a dit pendant la campagne.

L'ampleur de la victoire du magnat de l'immobilier a une signification qui dépasse les décisions qu'il sera amené à prendre sur des sujets concrets. Elle témoigne d'un rejet plus fondamental du monde dessiné par la globalisation. Elle porte un nouveau coup d'arrêt à une politique d'ouverture et de libre-échange qui a laissé au bord de la route des centaines de milliers d'Américains qui se sentent méprisés par les «élites». Elle ébranle les certitudes sur lesquelles est fondé le système international depuis la fin de la Guerre froide. Les puissances dites «révisionnistes», celles qui comme la Russie et la Chine, travaillent à changer ce système, même si la seconde en a largement profité, ne peuvent que s'en féliciter. Six mois après le Brexit, les Européens ont matière à méditer.

Daniel Vernet

Slate^{FR}

LAPRESSEENREVUE.EU

III) L'élection de Donald Trump, le premier jour d'un monde nouveau

C'est le premier jour d'un monde nouveau. L'inconnu nous fait peur, et nous avons raison d'avoir peur.

Anne Sinclair
Directrice éditoriale, Le Huffington Post



HuffPost

Stupeur et tremblement: c'est le premier jour d'un monde nouveau. L'inconnu nous fait peur, et nous avons raison d'avoir peur. L'élection de Donald Trump est beaucoup plus qu'un scrutin ordinaire. C'est un monde qui bascule dans ses repères.

Quelques impressions, en vrac :

On n'a rien vu venir : "on" c'est la classe politique, les médias, les experts, tous ceux que Donald Trump voue aux gémonies. On voyait bien la colère pointer dans tous les meetings, mais on se rassurait en se disant: les Américains ne peuvent pas choisir un homme aussi imprévisible, avec un programme –ou une absence de programme– qui se résume à "sortez-les tous!"

On n'a surtout pas mesuré la rage, la frustration d'une Amérique à l'écart de tout: de son avenir, de celui de ses enfants, de la mondialisation, de la révolution technologique, numérique, démographique. Cette Amérique où se sont creusées les inégalités de façon terrifiante depuis une dizaine d'années. Non seulement la classe moyenne blanche a dit sa peur et son angoisse de l'avenir, mais les ouvriers, autrefois démocrates, dans des États comme l'Ohio, le Michigan, ont voté pour un milliardaire qui se disait le porte parole des gens déshérités.

On ne peut pas imposer un(e) candidat(e) dont les

gens ne veulent pas. Hillary, malgré ses qualités incontestables, était impopulaire, les électeurs ne l'aimaient pas, ils l'ont crié cette nuit. Bernie Sanders, l'avait senti, qui d'une certaine manière, incarnait chez les Démocrates une colère équivalente.

L'Europe ne peut que s'inquiéter face à un président des USA qui l'ignore, qui avoue sa préférence pour les régimes autoritaires (Poutine ou Erdogan se frottent les mains aujourd'hui). L'Ukraine est la première visée. Quant à la fameuse doctrine de l'OTAN qui jusqu'ici assurait la protection d'un des pays de l'OTAN agressé par l'ensemble des membres, elle sera remise en cause, dixit Trump.

Le monde ne peut qu'être en alerte devant un futur Président qui, de son aveu même, ne connaît rien du fonctionnement d'un Etat, n'a aucun programme clair, qui dispose du bouton nucléaire, et qui va être tout puissant avec un Congrès Républicain, et une Cour Suprême dont il pourra enfin nommer le juge qui fera la différence.

C'est un choc pour les optimistes, qui pensaient que, depuis l'élection de Barack Obama, le monde allait en se pacifiant, le racisme était en recul, qu'après un Président noir, on pourrait voir une femme présidente du plus puissant Etat du monde. C'est aussi une défaite de huit ans d'Obama dont les actes fondateurs risquent d'être remis en cause, et notamment cette couverture santé dont on croyait qu'elle était le signe d'une plus grande prospérité et d'une plus grande fraternité.

C'est un avertissement pour la France aussi qui rentre dans une période de turbulence électorale. Attention aux sondages trompeurs. Attention à ceux qui regardent le monde avec les lunettes d'hier. Attention aux signaux de rejet d'une population soumise comme les autres à une ouverture au monde qu'elle ne comprend pas toujours.

Après tout, la France a su garder son cap quand l'Amérique basculait dans la guerre en Irak. De Gaulle, Mitterrand, Chirac ont su tenir tête à une Amérique loin de nous. Peut-être est-ce à la France de montrer qu'elle peut être à la fois réaliste, mais raisonnable et déterminée. Qu'elle voit les drames, les peurs, mais qu'elle n'en rend pas responsables ceux qui ont trouvé refuge chez nous quand la misère ou la guerre était encore plus grandes chez eux. Je sais que cela s'appelle l'optimisme du désespoir, mais il nous faut réagir.

Notre confiance ira à ceux qui sauront non

seulement pointer les maux dont nous souffrons, mais ceux qui proposeront, avec sang froid, un chemin de raison, de lucidité, de générosité. A ceux qui diront que l'Europe a un sens, à condition qu'elle se réforme. A ceux qui diront que notre crise



FIGAROVOX/TRIBUNE - Donald Trump a déjoué les pronostics en battant Hillary Clinton. Pour Jérôme Sainte Marie, cette subversion électorale pourrait délégitimer le libéralisme tant économique que culturel et porter la dynamique de Marine Le Pen.

huffingtonpost.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Jérôme Sainte Marie : «Trump renverse le système de valeurs de la politique française»



Crédits photos: Evan Vucci/AP



Diplômé de Sciences Po Paris et d'une licence d'histoire, Jérôme Sainte-Marie a travaillé au Service d'Information du Gouvernement et à l'Institut Louis Harris. Il a ensuite dirigé ensuite BVA Opinion de 1998 à 2008 puis CSA Opinion de 2010 à 2013. Il a fondé en parallèle l'institut iSAMA en 2008. Il dirige actuellement Pollingvox, une société d'études et de conseil spécialisée dans les enjeux d'opinion, fondée en 2013. Il a publié *Le nouvel ordre démocratique* (éd. du Moment, 2015).

FIGAROVOX/TRIBUNE - Donald Trump a déjoué les pronostics en battant Hillary Clinton. Pour Jérôme Sainte Marie, cette subversion électorale pourrait délégitimer le libéralisme tant économique que culturel et porter la dynamique de Marine Le Pen.

Moins de cinq mois après le vote des Britanniques en faveur du «leave», le 9 novembre 2016 apparaît comme une nouvelle subversion électorale. Cette expression rend compte de quelque chose qui n'est pas simplement la victoire d'un camp sur un autre, mais le renversement d'un système de valeurs et de prescriptions. Dans le cas du référendum britannique comme de l'alternance américaine, une majorité d'électeurs semblent indiquer leur volonté d'une alternative, d'une politique qui ne serait pas seulement une aimable compétition pour la répartition des postes, mais la recherche de solutions radicales. A vrai dire, cette impression n'émane pas tant des souhaits exprimés par les citoyens eux-mêmes, que de la dénonciation dont leur vote fait l'objet

par des forces identifiées comme attachées au statu quo. L'événement survenu outre-atlantique développera en conséquence ses effets sur la politique française non seulement par sa dynamique propre, mais aussi par la représentation particulière qui nous en est donnée.

L'impact le plus fort et le plus durable est celui de la légitimation. L'hégémonie idéologique américaine perdurera, et de la même manière que l'élection de Ronald Reagan en 1980 avait transformé le débat politique en France et partout ailleurs, celle de Donald Trump modifie le cadre de l'admissible et du concevable. Le rapport à l'immigration est bien sûr un aspect essentiel de sa campagne, comme il le fut pour celle du Brexit. Si l'on considère à l'inverse les déboires électoraux d'Angela Merkel, le message envoyé aux candidats à la prochaine élection présidentielle en France est assez évident. La dynamique portant depuis des années Marine Le Pen en sera naturellement favorisée. Cette légitimation idéologique va bien plus loin, et peut

bouleverser notre rapport au libéralisme. Au libéralisme économique d'abord, avec les positions iconoclastes de Donald Trump sur le protectionnisme mais aussi, et ce fut moins remarqué, sur la protection sociale, voire sur les salaires de certains désignés en bouc-émissaires de la finance, les traders. Au libéralisme culturel aussi, car, comme le sociologue Thomas Frank l'a souvent écrit, la focalisation des élites démocrates et universitaires sur les enjeux sociétaux se paie lourdement dans les urnes. Un ultime avatar en fut la «bataille des toilettes», avec l'intervention de Barack Obama sur le point de savoir quel lieu d'aisance les personnes transgenres pouvaient utiliser.

Le deuxième effet est celui de la politisation. La victoire de Donald Trump force l'opinion française à admettre que les USA n'ont ni la même culture ni les mêmes intérêts que la France. De ce fait, les relations internationales peuvent pleinement redevenir un enjeu du débat politique national. Par exemple, la question des traités commerciaux en est transformée, et pas seulement du fait des positions relativement protectionniste du futur président. Pris à contre-pied, les milieux les plus atlantistes sont en effet aussi les plus favorables au libre-échange, et plus généralement aux options représentées jusqu'à présent par Hillary Clinton. Avec elle, les préventions françaises contre le Traité commercial transatlantique, ou TAFTA, auraient été assouplies. Les effets émoulinés de ce libre-échangisme à visage humain ont été récemment illustrés par l'accueil du CETA, porté par l'avenant Justin Trudeau. Les intérêts des grandes sociétés américaines n'ayant pas été abolis en une nuit, nul doute que la question du TAFTA se reposera sous une forme ou une autre. Cependant, les dirigeants politiques français ne pourront plus désormais se réfugier derrière le halo de bienveillance entretenu jusqu'à présente autour de la présidence américaine par une communication débridée. Cette politisation des enjeux internationaux séparera de nouveau non pas la droite de la gauche, mais les partis centraux et les autres.

Le troisième effet est celui de la transgression, dans le fond des propos comme dans le style. De ce point de vue, la France a une dizaine d'années d'avance sur l'Amérique, puisque la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007 s'était signalée par une libération de la parole.

Il est évident qu'il peut en profiter dans les derniers jours avant la primaire. Son style si décrié pourra lui être reconnu, par certains et pour

partie, comme une force. Pour autant, le contenu des propositions de Nicolas Sarkozy est parfois moins transgressif, notamment en matière de relations internationales, que les positions de François Fillon. Ce dernier constitue un autre gagnant possible du scrutin outre-atlantique. Mais le principal vainqueur, en matière de prime à la transgression, se trouve à l'évidence à l'extérieur du parti Les Républicains, et il s'agit de Marine Le Pen, et aussi de Nicolas Dupont-Aignan.

Dans l'immédiat, l'actualité électorale de la France étant constituée par la primaire de la droite et du centre, on peut s'interroger sur l'impact de la victoire de Donald Trump sur le favori de ce scrutin, Alain Juppé. Il n'apparaît pas que son style ou sa ligne politique en soient de quelque manière confortés, sinon, indirectement, comme contre-poids absolu du style Trump. L'expérience de l'ancien ministre des Affaires étrangères peut aussi être un atout, les Français ayant entendu que le futur président américain menacerait les équilibres mondiaux. Sur ce point, il y a une prime aux candidats manifestant une expertise en matière de relations internationales, ce qui bénéficie à Alain Juppé, François Fillon et Nicolas Sarkozy, sans que l'on puisse estimer lequel de ces trois candidats en profitera le plus. Aussi peut-on considérer que si les effets des élections municipales seront considérables dans les prochains mois, et notamment sur l'élection présidentielle française, leur impact sur l'issue de la primaire de la droite et du centre est incertain, au delà d'une concentration du vote sur ceux qui en étaient déjà les trois favoris.

LE FIGARO · fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) "La victoire de la colère": la presse mondiale catastrophée



La presse japonaise rend compte de la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine, le 9 novembre 2016 - AFP

Certains en font une "tragédie", une "catastrophe", d'autres "la victoire de la colère" et "la revanche" des petites gens, mais la presse mondiale s'accordait mercredi à voir avant tout dans la victoire de Donald Trump le triomphe du populisme et l'arrivée d'une présidence imprévisible.

"La victoire de la colère", titrait le quotidien français *Le Monde*, voyant dans l'arrivée au pouvoir de Trump une victoire qui "confortera les mouvements et leaders populistes du monde entier". Et dans sa promesse de "rendre sa grandeur à l'Amérique" un signal "de repli et d'isolationnisme".

"Trumpocalypse", titrait *Libération* (gauche). "Ne nous y trompons pas : la première puissance mondiale est désormais aux mains de l'extrême droite. La moitié des Américains ont voté, en toute conscience, pour un candidat raciste, menteur, sexiste, vulgaire, haineux (?) Cette élection est un avertissement supplémentaire pour ceux qui pensent que Marine Le Pen ne peut parvenir au pouvoir en France en 2017".

A droite, *Le Figaro* voit dans "la colère américaine" qui porte Trump au pouvoir "la grande cousine des frondes européennes. Cette nouvelle réalité ne se dissoudra pas comme un

ciel empoudré au soir d'un combat. Ni sur une rive de l'Atlantique, ni sur l'autre."

En Allemagne, le *Süddeutsche Zeitung* déplore "la pire catastrophe possible (...)" L'inimaginable est devenu réalité".

A Londres, le *Guardian* (gauche) renchérit: "Le peuple américain a plongé dans l'abîme. Le prochain président est un homme sectaire et instable, un prédateur sexuel et un menteur invétéré. Il est capable de tout."

Le tabloïde de droite *Daily Mail* salue, lui, "la revanche" des petites gens, et "une humiliation pour Hillary, pour les sondeurs et pour les élites des affaires et du showbusiness".

En Italie, la *Stampa* est moins pessimiste. Sous le titre "Trump, un ouragan de rage et de mécontentement", il estime que "la victoire de Trump confirme la vitalité de la démocratie américaine, capable de se transformer continuellement", même si elle provoque "un déluge d'incertitudes liées à l'imprévisibilité du vainqueur". En attendant, ajoute-t-il, "le reste du monde doit digérer ce qui s'est passé cette nuit: le peuple de la révolte frappe à nos portes".

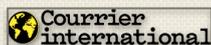
- "Tragédie américaine" -

En Australie, l'éditorialiste économique des journaux du groupe Fairfax Media est catastrophé, prédisant une "instabilité financière extraordinaire" et le risque de voir Trump "déstabiliser la première économie mondiale en poussant sa dette à plus de 100% de son PIB".

Aux Etats-Unis, les grands journaux soulignent la défaite des élites politico-médiatiques. "Le président Donald Trump. Trois mots qui étaient impensables pour des dizaines de millions d'Américains", écrit le New York Times, qui reconnaît "un coup humiliant pour les médias, les sondages et l'élite démocrate".

Le Washington Post y lit la victoire "des électeurs ruraux et des zones industrielles sinistrées qui estiment que l'élite politique les a abandonnés", avant d'espérer "que M. Trump sera un meilleur président que nous ne le craignons", et que la force des institutions démocratiques l'empêchera de "déporter des millions de gens, déchirer des accords commerciaux, limiter la liberté de la presse (...) et saboter les efforts mondiaux pour lutter contre le changement climatique internationaux" comme annoncé au cours de sa campagne.

Enfin le magazine New Yorker, sous le titre "Une tragédie américaine", souligne que la victoire de Trump "alors que son racisme et sa misogynie étaient bien connus suggère que ces sentiments sont largement partagés".



VI) Donald Trump élu, Juppé alerte "les Français" contre "la démagogie", "l'extrémisme" et "le populisme"



Etienne Baldit
etienne.baldit@europe1.fr



Alain Juppé © NICOLAS TUCAT / AFP

COLD - À tout le moins frisquet, voire frigorifique. Dans son communiqué de réaction à l'élection de Donald Trump comme 45e président des États-Unis, mercredi 9 novembre, **Alain Juppé ne "félicite" pas le successeur de Barack Obama**. Tout juste prend-il acte de son accession à la Maison Blanche et de la "décision souveraine" du peuple américain, du bout des lèvres. Et ajoute à cela une sérieuse mise en garde adressée à son propre électorat contre le positionnement politique et idéologique de cette même personne et de ceux qui s'y apparentent (selon lui) en France.

"Je veux ce matin adresser à monsieur Trump, qui aura demain la charge de conduire la démocratie américaine, un message fort, le message d'un pays ami du peuple américain", écrit tout d'abord le candidat à la primaire de la droite. Tout juste cordial. "Le monde a besoin d'une démocratie américaine apaisée et qui contribue à l'équilibre du monde, aujourd'hui gravement menacé. **Il appartient désormais à monsieur Trump de définir les grandes lignes de sa politique internationale et les axes de son dialogue avec la France et l'Europe**. C'est à la France et à l'Europe de se mettre en situation de défendre leurs intérêts dans leur dialogue avec l'administration américaine", poursuit l'ancien Premier ministre et ministre des Affaires étrangères.

Sobre, ce message d'un aspirant Président à un Président élu vise surtout à préserver les relations bilatérales entre leurs deux pays en cas de collaboration future.

La suite, Alain Juppé l'écrit sur un ton très différent :

Plus que jamais, les Français ont besoin d'une France forte et d'un Président de la République qui puisse être entendu et respecté par ses partenaires. Plus que jamais, les Français ont besoin d'une Europe soudée, qui s'impose comme un interlocuteur des grands pôles du monde de demain.

Aux Français, je veux souligner tous les risques que la démagogie et l'extrémisme font courir à la démocratie et le caractère vital des choix qu'ils ont à faire. Plus que jamais j'appelle au rassemblement et à la mobilisation tous **ceux qui se font une 'certaine idée' de la République et de la France.**

"**Démagogie**", "**extrémisme**" : Alain Juppé fait un lien direct entre le résultat de la présidentielle américaine et le contexte de celle qui se tiendra en France en mai 2017. Une alerte adressée à l'ensemble des Français donc, mais tout particulièrement à ceux qui seraient tentés par un vote Front national. **Voilà qui ne jette pas les bases d'une franche amitié avec Donald Trump**, si le maire de Bordeaux devait entrer à l'Élysée.

Sur BFMTV dans la matinée, Alain Juppé a ajouté que "**la réponse n'est pas dans le populisme. Le populisme, c'est mentir aux peuples**". Un commentaire alors plutôt franco-français, mais dont le sens n'aura échappé à personne.

lelab.europel.fr

Photo illustration : Drapeau Usa Elections Presidentielles 2016 Photos Stock, Des Images, Vectorielles Illustrations Et Banque De Vidéos

A Suivre...
La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com